PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

***Direction Départementale de la protection des populations***

Service Protection de l'Environnement
2 rue Pélissier
CS 40400
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 01/10/2025

## *Rapport de l'Inspection des installations classées*

Visite d'inspection du 12/09/2025

***Contexte et constats***

Publié sur GÉORISQUES

***Invers***

Lieu dit de la Croix
63720 Saint-Ignat

Références : DDPP63 2025 02785
Code AIOT : 0100003735

***1) Contexte***

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement Invers implanté Lieu dit de la Croix 63720 Saint-Ignat. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( https://www.georisques.gouv.fr/ ).

Cette visite est effectuée dans cadre d'une vérification de la gestion du frass.

***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- Invers
- Lieu dit de la Croix 63720 Saint-Ignat
- Code AIOT : 0100003735
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cet établissement est soumis à déclaration ICPE sous les rubriques 2150 (élevage d'insectes) et 2120 (transformation de produits) pour des tonnages respectifs déclarés de 8T/j et 3,78T/j.
Sur ce site, des larves de vers de farine sont produites à partir de ténébrions reproducteurs, ces larves (nommées microlarves) sont ensuite "engraissées" par des exploitants agricoles partenaires

pendant 1 mois avant de retourner sur le site d'INVERS pour y être déshydratées.

### *2) Constats*

#### *2-1) Introduction*

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### *2-2) Bilan synthétique des fiches de constats*

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

***Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :***

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection [1] | Proposition de délais |
|---|---|---|---|---|
| 11 | déchets | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 7 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

***Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :***

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|---|---|---|---|
| 1 | conformité au dossier de déclaration | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 | Sans objet |
| 2 | conformité au dossier de déclaration | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 | Sans objet |
| 3 | conformité au dossier de déclaration | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 | Sans objet |
| 4 | distances d'éloignement | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 2 | Sans objet |
| 5 | entretien des locaux | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3 | Sans objet |
| 6 | échappement des insectes | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3 | Sans objet |
| 7 | incendie | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 4 | Sans objet |
| 8 | épandage | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 5 | Sans objet |
| 9 | odeurs | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 | Sans objet |
| 10 | bruit | Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 | Sans objet |

### *2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats*

### *2-4) Fiches de constats*

***N°*** 1 **:** conformité au dossier de déclaration

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, conformité au dossier de déclaration |
| ***Prescription contrôlée :*** |

| |
|---|
| - l'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous. |
| ***Constats :***<br><br>Cet établissement existe depuis 2018 avec une déclaration ICPE pour l'élevage d'insectes sous la rubrique 2150 (2T/j) puis une déclaration ICPE en 2022 pour la rubrique 2221 (transformation par déshydratation) ; ce site effectue la reproduction de ténébrions afin de produire des larves qui sont engraissées par des agriculteurs partenaires situés dans le Puy-de-Dôme que sont la ferme du lavoir des Puys à Vertaizon, Sarl Vers l'avenir (M. Vivier) à Artonne, Sarl Progress (M. Petoton) à Saint-Clément-de-Régnat, GAEC du Domaine de Chalons à Chappes, GAEC de la Vernède à Saint-Myon ; le transport réfrigéré est sous-traité avec un transporteur dénommé Lassalle. Les microlarves envoyées sont ensuite récupérées 1 mois plus tard pour être déshydratées par la ligne de séchage installée dans un des bâtiment du site d'INVERS à Saint-Ignat.<br>Une partie de larves engraissées d'insectes est directement livrée à l'entreprise YNSECT. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 2 **:** conformité au dossier de déclaration

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, conformité au dossier de déclaration |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- preuve du dépôt de déclaration ; |
| ***Constats :***<br><br>Dernières preuves de dépôt datées du 10.06.2024 pour une modification par augmentation du tonnage de l'élevage pour atteindre les 8T/j et du 21.03.2025 pour une modification du tonnage de larves transformées par séchage augmenté à hauteur de 3,78T/j. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 3 **:** conformité au dossier de déclaration

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 1 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, conformité au dossier de déclaration |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- vérification que la quantité d'insectes produits est inférieure au seuil supérieur du régime déclaratif |
| ***Constats :***<br><br>Selon les déclarations du responsable d'INVERS, l'activité a fortement diminué depuis mars 2025 (de l'ordre de 2/3) ; la moitié des exploitations d'engraissement sont aà l'arrêt actuellement et la |

| |
|---|
| 2ème ligne de transformation par déshydratation a fonctionné 3 jours depuis mars 2025 ; la concurrence chinoise étant la raison invoquée. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 4 **:** distances d'éloignement

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 2 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, distances d'éloignement |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- respect des distances d'isolement |
| ***Constats :***<br><br>Sur le site d'INVERS, les bâtiments d'élevage respectent bien les distances aux tiers de 50m et de 10m à la clôture ; pour le bâtiment utilisé comme atelier de transformation (dans lequel se trouvent les 2 lignes de déshydratation soumises à la rubrique 2221) un arrêté préfectoral de prescriptions spéciales a été pris le 13/12/2022 suite à une demande d'aménagement de prescription portée par l'exploitant puisque ce bâtiment n'était pas distant de 10m à la clôture. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 5 **:** entretien des locaux

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, entretien des locaux |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés |
| ***Constats :***<br><br>Le bâtiment d'élevage pour la production de larves a un process automatisé avec des robot et des tapis roulants qui manipulent et convoient des caisses remplies de substrat (son) et de tenebrions reproducteurs.<br>Beaucoup de poussière générée, poussière aspirée en hauteur par un système d'aspiration ; ces poussières finissent dans un bigbag (entre 0,75 à 1m3) rempli en 3 semaines ; ces poussières finissent en méthanisation tout comme le frass. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 6 **:** échappement des insectes

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 3 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, échappement des insectes |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- vérification que l'élevage, le transit et la manipulation sont réalisés uniquement dans des |

| |
|---|
| bâtiments |
| ***Constats :***<br><br>L'élevage et manipulations des caisses notamment sont pratiqués dans des bâtiments hermétiques au milieu extérieur. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 7 **:** incendie

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 4 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, incendie |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- présence des extincteurs (au moins un) |
| ***Constats :***<br><br>Parc des extincteurs vérifié tous les ans par la société SECURIPRO (Le Chambon-sur-Lignon).<br>Un poteau incendie est présent à 80m du site. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 8 **:** épandage

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 5 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, épandage |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- si épandage, présence du plan d'épandage régulièrement rempli |
| ***Constats :***<br><br>Le frass est :<br>- soit envoyé vers la filière méthanisation (site du Verneix "CVE Ouest Bourbonnais" ou le site CVE de Montbrison ; le contrat avec BIOLID CVE daté du 17/12/2024 a été présenté) pour être épandu sous forme de digestat ;<br>- soit est transformé en granulés vendus par la suite aux particuliers à des fins d'amendement.<br>Dans les 2 cas une hygiénisation préalable du frass est assurée.<br>Le frass produit par les éleveurs partenaires est stocké chez ceux-ci puis un transporteur sous-traitant d'INVERS le transfère vers l'unité de méthanisation citée ci-dessus. Il s'agit de 10 tonnes/mois de frass en moyenne produit par chaque exploitation partenaire soit 600 T/an pour l'ensemble des 5 exploitations et 120T/an pour le site INVERS de Saint-Ignat. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 9 **:** odeurs

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 |

| |
|---|
| ***Thème(s) :*** Élevage, odeurs |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- absence de plainte pour nuisance olfactive |
| ***Constats :***<br><br>Absence de plaintes. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 10 **:** bruit

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, bruit |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- absence de plainte pour nuisance sonore |
| ***Constats :***<br><br>Absence de plaintes. |
| ***Type de suites proposées :*** Sans suite |

***N°*** 11 **:** déchets

| |
|---|
| ***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 7 |
| ***Thème(s) :*** Élevage, déchets |
| ***Prescription contrôlée :***<br><br>- gestion conforme des déchets |
| ***Constats :***<br><br>Un contrat avec SARIA équarrissage permet le traitement conforme des cadavres d'insectes.<br>Une procédure sur la gestion des déchets a été établie et présentée (dernière date de révision 14/05/2024) dans laquelle la gestion de tous les déchets y compris le frass est décrite ; les informations portées sur cette procédure sont en contradiction avec les déclarations de l'exploitant sur la gestion du frass. Ce document laisse apparaître que le frass peut être épandu directement dans les fermes partenaires alors que l'épandage du frass brut n'est possible en l'état ;l'épandage n'est possible qu'à près que le frass brut ait subi un traitement thermique pour l'assainir ; ce frass brut devient du frass hygiénisé qui peut être épandu sur parcelles agricoles. |
| ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***<br><br>Modifier la procédure de gestion des déchets afin de faire apparaître la gestion du frass conforme à savoir traitement thermique préalable à toute finalité d'épandage que ce soit par l'intermédiaire de digestat ou de granulés ; une fois modifiée transmettre la nouvelle version de la procédure au |

| |
|---|
| service d'inspection. |
| ***Type de suites proposées :*** Avec suites |
| ***Proposition de suites :*** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| ***Proposition de délais :*** 1 mois |

***Annexe confidentielle***

***Non communicable au public***

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible [1]
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

| |
|---|
| Nom du point de contrôle : incendie |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 4 |
| Information confidentielle : |